

24/05/2019

Communiqué de presse

Un accord sur le Mercosur constituerait une réelle impasse pour les agriculteurs et les citoyens de l'UE !

Mme Cecilia Malmström, responsable du commerce pour l'UE, a confirmé mercredi dernier qu'un accord sur le Mercosur pourrait être conclu dans les prochains mois. Cela revient à franchir la ligne rouge fixée non seulement par les agriculteurs et les coopératives agricoles de l'UE, mais également par tous les citoyens européens qui votent pour une Europe plus verte, plus transparente et plus protectrice. Comment la Commission européenne peut-elle expliquer aux agriculteurs et citoyens européens qu'elle a l'intention d'importer encore davantage de produits agricoles brésiliens seulement quelques mois après que le gouvernement de M. Bolsonaro a autorisé plus de 150 nouveaux pesticides, alors que la Commission européenne propose la stratégie inverse à ses producteurs ?

Des hauts représentants de la Commission ont également déclaré que les répercussions d'un accord avec le Mercosur sur les secteurs sensibles seront « gérables ». Le Copa et la Cogeca sont en total désaccord avec cette approche, surtout au vu des effets cumulés que pourrait avoir cet accord et des accords commerciaux existants et prévus.

Au Brésil, les normes environnementales, sanitaires et phytosanitaires imposées aux modèles de production sont inférieures à celles appliquées en Europe. Le Brésil profiterait donc d'un avantage concurrentiel clair et déloyal. En cas d'accord, le secteur agricole européen, qui est déjà sous pression, devrait lutter encore davantage pour sa survie puisqu'il serait confronté à des importations colossales de viande bovine, de sucre, de viande de volaille, d'éthanol, de riz, de jus d'orange et de bien d'autres produits en provenance de ces pays.

Réagissant à cette déclaration, Pekka Pesonen, Secrétaire général du Copa et de la Cogeca, a déclaré : « L'UE a déjà octroyé un accès important au marché pour des produits agricoles sensibles et n'a pas reçu grand-chose en retour. Les concessions commerciales doivent être limitées dans nos secteurs sensibles, à savoir les importations de viande bovine, de sucre, de viande de volaille, d'éthanol, de riz et de jus d'orange. Tout accord commercial doit contenir un chapitre agricole équilibré qui respecte nos modèles de production et qui garantisse une cohérence avec les autres politiques de l'UE. Les agriculteurs européens peuvent supporter des restrictions supplémentaires et assumer la mise en œuvre de mesures ambitieuses pour s'adapter au changement climatique et relever les défis climatiques. Toutefois, cela ne sera possible que si l'UE ne mine pas leurs efforts en tolérant les importations de produits provenant de pays qui encouragent la déforestation et soutiennent des pratiques agricoles qui ne sont pas acceptées au sein de l'UE. »

Compte tenu des incertitudes qui pèsent sur le processus du Brexit et le commerce international, ainsi que des discussions concernant l'avenir de la politique agricole commune (PAC) et du budget communautaire, nous exhortons l'UE à ne pas exercer une pression supplémentaire sur le secteur agricole. Le Copa et la Cogeca demandent également aux eurodéputés nouvellement élus qui s'engagent pour une Union européenne juste et protectrice de faire entendre leur voix dès la semaine prochaine !

- FIN -

Les traductions (en italien, anglais, espagnol, allemand, polonais) seront bientôt disponibles
www.copa-cogeca.eu

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Daniel Azevedo

Director Commodities, Trade and Technology

daniel.azevedo@copa-cogeca.eu

Jean-Baptiste Boucher

Directeur de la communication

Tél. portable : + 32 474 840 836

jean-baptiste.boucher@copa-cogeca.eu

CDP(19)4283:1
